

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 23/12/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **SIDES**

182 rue de Trignac  
BP 146  
44600 Saint-Nazaire

**Référence :** N5-2025-1431

**Code AIOT :** 0006301150

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement SIDES implanté 182 rue de Trignac BP 146 44600 Saint-Nazaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient suite à la précédente visite de 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIDES
- 182 rue de Trignac BP 146 44600 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0006301150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement réalisant des camions de lutte contre l'incendie, majoritairement à destination des aéroports. Des activités de chaudronnerie, traitement de surfaces, application de peinture, grenaillage et assemblage sont réalisées sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets atmosphériques
- Rejets aqueux
- Suites de l'inspection de 2022

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative - Suite au constat n°8 de l'inspection 2022	Arrêté Préfectoral du 17/06/2003, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau - Suite aux constats n°1 et 6 de l'inspection 2022	Donner acte modificatif du 21/09/2023	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Plan de gestion de solvants 2024 - Suite au constat n°2 de l'inspection 2022	Arrêté Préfectoral du 17/06/2003, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Solvants CMR - Suite au constat n°3 de l'inspection 2022	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Contrôles des rejets atmosphériques - Suite aux constats n°9 et 11 de l'inspection 2022	Arrêté Préfectoral du 17/06/2003, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Interdiction à venir du PFHxA	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Rejet d'émulseur alternatif au réseau d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/03/1996, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
14	Rétentions associées aux produits liquides	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs demandes formulées lors de la précédente inspection n'ont pas complètement abouti et nécessitent d'être poursuivies et soldées dans les meilleurs délais.

Des compléments sont notamment attendus sur les rejets d'eaux et les PFAS, de même que la mise à jour de la situation administrative du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Situation administrative - Suite au constat n°8 de l'inspection 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2003, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tableau de classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Constats de l'inspection 2022 : De nombreuses évolutions réglementaires sont intervenues sur les rubriques concernées par les activités sur le site, notamment par la création du régime de l'enregistrement et la suppression d'autres rubriques. Enfin, les seuils mis en oeuvre sur le site sont susceptibles d'avoir également évolué. La dernière mise à jour du tableau de classement remonte à 2003. Les nombreuses évolutions réglementaires intervenues depuis, notamment au niveau des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (création du régime de l'enregistrement, ...) et des arrêtés ministériels de prescriptions générales nécessitent une actualisation de ce tableau de classement du site. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un Porter à Connaissance relatif à l'actualisation de la situation administrative du site. Celui-ci comporte une mise à jour du tableau de classement et un récolement aux arrêtés ministériels de prescriptions générales pour chacune des rubriques applicables sur le site.
<b>Constats :</b> <b>Suite à l'inspection de 2022, l'exploitant s'était engagé à transmettre le tableau de classement mis à jour au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, non fourni depuis.</b> <b>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis une "analyse environnementale réglementaire - réf 21629" intégrant un bilan de classement établi par un bureau d'études en février 2024. Toutes les rubriques n'y disposent pas d'un positionnement ferme ou d'un volume d'activité clairement déterminé (2931, 4330, 4331...). Aucun porter à connaissance n'a été transmis au préfet alors que :</b> <b>- des nouvelles installations soumises à déclaration sont exploitées au titre des rubriques n°2930-2b et 4330. A noter que ceci constitue une infraction passible d'une contravention ;</b> <b>- une augmentation de la capacité au titre de la rubrique n°2560 est intervenue.</b> <b>Le classement au titre des rubriques n°1435-2, 1978-4 et 1978-8 est également à clarifier.</b> <b>Concernant le classement au titre de la rubrique IED 3260, le document de février 2024 mentionne "non applicable si le volume des baignoires est inférieur à 30 m<sup>3</sup>". Le schéma du traitement de surface a été présenté avec les différents volumes des installations ; les explications de l'exploitant sur ces volumes n'ont pas permis de déterminer la situation du site vis-à-vis de cette rubrique.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant transmet, dans le délai de réponse au présent rapport, le tableau de classement ICPE du site consolidé.</b> Il s'appuie le cas échéant sur les notes d'interprétation associées aux différentes rubriques (disponibles sur le site Aida de l'INERIS). Ce bilan de classement intègre les éléments justificatifs du classement au titre des différentes rubriques, et notamment concernant la rubrique IED 3260 (volume de l'ensemble des cuves affectées au traitement à considérer). Concernant la rubrique 2930, il est précisé que « la notion d'atelier au sens de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement désigne le lieu où l'activité est exercée, que celle-ci soit permanente, temporaire ou occasionnelle et que le lieu soit un espace couvert ou

non.

La surface de l'atelier comprend la surface de l'atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur et la surface de l'atelier carrosserie et tôlerie.

La surface prend également en compte les différents niveaux (étages, mezzanines).

Les surfaces à exclure sont l'accueil, le hall d'exposition des véhicules et engins, les bureaux, le magasin (stockage de pièces détachées neuves ou d'occasion), les voies d'accès et de circulation et les parkings. Les surfaces liées à l'activité de peinture (cabines de peinture et laboratoire de peinture) sont également à exclure si l'activité est classée sous la rubrique 2930.2.

En plus des superficies affectées à l'entretien, la réparation, la carrosserie et la tôlerie, sont à inclure dans le calcul de la surface de l'atelier :

- les aires de lavage (rouleau ou lance à haute pression) ;
- les zones de préparation des véhicules et engins (dépoussiérage, nettoyage) ;
- les zones d'expertise qui consiste à évaluer et définir les opérations d'entretien ou de réparation à effectuer
- les zones de stockage des déchets générés par l'installation. »

**En cas de non-classement confirmé au titre de la rubrique IED 3260, il transmet au préfet, d'ici le 31/07/2025, un porter à connaissance de modifications conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement** incluant :

- une analyse des arrêtés préfectoraux applicables au site, mentionnant les modifications à apporter ;
- une analyse de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales pour les rubriques objets de modifications ou de nouvelles installations,
- l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation de la maîtrise des risques chroniques et accidentels sur le site, liées à ces modifications et nouvelles activités,
- un positionnement par rapport à l'article 18 de l'AMPG 2931 du 3 août 2018 seul applicable à l'atelier d'essais sur banc de moteurs à explosion existant sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°2 : Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau - Suite aux constats n°1 et 6 de l'inspection 2022**

**Référence réglementaire :** Autre du 21/09/2023, article donner acte modificatif

**Thème(s) :** Risques chroniques, Programme de surveillance des rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Programme de surveillance des rejets aqueux de substances dangereuses

Point de rejet : Sortie station de traitement					
Paramètres	Code Sandre	Mesures de l'exploitant	Suivi à mettre en œuvre		
		Concentration	Valeur Limite d'Émission	Flux maximum	Périodicité de mesure retenue
Débit	1420 1421	–	5 m³/j	–	En continu
pH	1302	7,5	5,5 à 8,5	–	En continu

Chrome hexavalent et ses composés (en Cr 6)	1371	< 5 µg/L	0,1 mg/L	0,5 g/j	Journalière
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	12,1 µg/L	0,5 mg/L	2,5 g/j	Hebdomadaire
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	410 µg/L	5 mg/L	25 g/j	Hebdomadaire
Température	1301	11 °C	30 °C	--	Mensuelle
DCO	1314 6396	90 mg/L	500 mg/L	2500 g/j	Mensuelle
MES	1305	10 mg/L	30 mg/L	150 g/j	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	13,1 mg/L	5 mg/L	25 g/j	Mensuelle
Ion Fluorure (en F <sup>-</sup> )	7073	< 2 mg/L	15 mg/L	75 g/j	Mensuelle
Phosphore total	1350	0,11 mg/L	50 mg/L	250 g/j	Mensuelle
Nonylphénols	1658	151 µg/L	25 µg/L	125 mg/j	Mensuelle
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	7,8 µg/L	0,5 mg/L	25 g/j	Quinquennale
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	1,1 µg/L	0,2 mg/L	10 g/j	Quinquennale
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS)	6561	0,014 µg/L	25 µg/L	125 mg/j	Quinquennale
Molybdène	1395	1,82 mg/L	--	--	Quinquennale
Silicium	5429	9,41 mg/L	--	--	Quinquennale

Vous veillerez à faire analyser, lors de la prochaine campagne, les paramètres qui n'ont pas pu l'être lors de la campagne de décembre 2022, à savoir les octylphénols et le Chrome III pour définir une éventuelle intégration aux paramètres suivis périodiquement.

Constat 6 de 2022 : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le site dispose de 2 points de rejet : un au niveau de la zone d'essais, en sortie du décanteur, le second en sortie de la station de traitement interne. Les rapports DEKRA n°D7840494 2201-1/1M00 et n°D7840470 2201-1/1M01 du 01/02/2022 relatifs, respectivement, au contrôle des rejets aqueux au niveau du décanteur et de la station de traitement interne pour le 1<sup>er</sup> trimestre ont été consultés. Ceux-ci n'appellent pas de remarque de l'inspection, l'ensemble des valeurs limites d'émission (VLE) est respecté. Néanmoins, l'exploitant a spontanément indiqué que suite à une panne de l'installation de traitement et une maintenance imprévue, les mesures du second trimestre n'ont pas été réalisées.

L'exploitant transmet les rapports de contrôle des rejets aqueux pour le troisième trimestre dès réception de ceux-ci. Il met en place une procédure, avec l'organisme chargé des contrôles, qui permet d'empêcher tout oubli de réalisation des mesures.

**Constats :**

Les résultats d'analyse d'octyphénols et chrome III sur le prélèvement du 25/10/2023 ont été présentés.

Une seule analyse de nonylphénols a été réalisée sur ce prélèvement, non poursuivie mensuellement sur un an comme demandé par l'inspection des installations classées par courrier électronique d'août 2023.

Les déclarations GIDAF entre janvier 2024 et octobre 2025 ont été consultés. Les valeurs limites de rejets sont respectées. Toutefois, ces résultats amènent les observations suivantes :

- En 2024 sauf juin et décembre quelques valeurs de volume journalier sont à 0 sans autre saisie de résultats paramètres ;
- le pH est élevé début 2024, proche de la valeur limite, puis descend ensuite ;
- les valeurs de DCO sont élevées et parfois proches de la VLE (exemple 486 mg/m<sup>3</sup> en juillet 2025, 490 mg/L en septembre 2024) ;
- depuis le 15/07/2025, plus aucun rejet n'apparaît.

L'exploitant n'a pu expliquer les valeurs de volume à 0. Concernant le pH, il indique avoir utilisé sur une période une bandelette pH en remplacement de la sonde pH défaillante, rendant la mesure peu précise.

Concernant les valeurs de DCO, l'exploitant indique avoir changé en 2024 le filtre à sable par un nouveau filtre à sable avec charbon actif pour améliorer le traitement. Il indique avoir dilué les effluents sur une période avant ce changement afin d'obtenir des résultats conformes aux VLE. Après changement du filtre à sable les concentrations de DCO attendues étaient plus basses que celles obtenues qui restent proches de la VLE sans effectuer de dilution. Le changement du filtre à presse de l'installation est prévu en février 2026.

La station de traitement des eaux est à l'arrêt pour cause de panne de son automate ; l'installation de traitement de surface peut continuer à fonctionner, car elle dispose de cuves tampon : les effluents sont y sont pompés et éliminés en tant que déchets.

Les rejets de la station d'essai ont fait l'objet d'une analyse sur prélèvement du 08/07/2025 (absence de non-conformité). L'exploitant indique effectuer ces analyses de façon trimestrielle. Il n'a pas été tenu compte de l'utilisation d'émulseurs dans l'analyse de ces rejets (articles 29 et 33 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, voir également le constat n°12 relatif aux PFAS).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les résultats d'analyses sur prélèvement du 25/10/2023 sont à transmettre de même que les conclusions tirées sur les concentrations mesurées.

Il est rappelé à l'exploitant que la dilution des effluents est interdite (article 31 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019).

Les analyses de nonylphénols sont à poursuivre sur 1 an tous les mois, afin de statuer à l'issue sur un éventuel allègement du programme de surveillance (demande à formuler par l'exploitant le cas échéant).

Les valeurs de volume à 0 saisies sous GIDAF sont à expliquer.

Les résultats d'analyses 2025 sur les bâchées de rejet de la station sont à transmettre, de même que les justificatifs de pompage et élimination des effluents de traitement de surface selon une filière autorisée depuis l'arrêt de la station en juillet.

Enfin, une demande d'augmentation de la VLE en DCO de 500 mg/L (AP actuel) à 600 mg/L (VLE de l'AM du 9 avril 2019) au niveau des rejets du traitement de surface devrait figurer dans le porter à connaissance visé au constat n°1, avec les éléments d'appréciation associés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois



### N°3 : Plan de gestion de solvants 2024 - Suite au constat n°2 de l'inspection 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2003, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan matière - émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Constat de l'inspection 2022 : Le jour de l'inspection, l'étude du PGS réalisé pour le compte de l'année 2021 annonce : <ul style="list-style-type: none"><li>- Quantité de solvants consommée : 13971 kg (dont 2320 kg de solvants recyclés) ;</li><li>- Quantité de solvants évacuée dans les déchets : 204 kg ;</li><li>- Quantité de solvants évacués dans les préparations commerciales : 1805 kg ;</li><li>- Émissions totales : 11962 kg ;</li><li>- Dont émissions diffuses : 2018 kg (= ratio de 16.9%). Il apparaît donc que le ratio d'émissions diffuses (&lt; 20%) est respecté. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer comment était calculé I2, à savoir la quantité de solvants contenue dans les préparations récupérées et réutilisées, notamment par la présence d'un équipement de recyclage. L'exploitant justifie ce chiffre I2 de 2320 kg de solvants contenus dans les préparations récupérées et réutilisées, notamment en indiquant les modalités de recyclage réalisé sur le site.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le PGS au titre de l'année 2024 a été transmis préalablement à l'inspection. Conformément à sa réponse du 09/09/2022 au constat d'inspection, les solvants récupérés et réutilisés (I2) n'interviennent pas dans l'équation du bilan matière et notamment le calcul des émissions diffuses. Le PGS 2024 indique : <ul style="list-style-type: none"><li>- Quantité de solvants consommée : 13995 kg (dont 2310 kg de solvants recyclés) ;</li><li>- Quantité de solvants évacuée dans les déchets : 232 kg ;</li><li>- Émissions totales : 9089 kg ;</li><li>- Dont émissions diffuses : 1887 kg (= ratio de 13,5 % de la quantité de solvants utilisée).</li></ul> <b>Ce document amène les observations suivantes :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- le taux d'émissions diffuses est conforme à l'arrêté préfectoral complémentaire de 2003 (valeur limite de 20%) ;</li><li>- le pourcentage de solvants considérés dans les produits : toutes les références ne sont pas analysées dans l'onglet "Conversion 2024" ; le pourcentage d'extrait sec est considéré ;</li><li>- dans ce même onglet le "Tableau des formules des composés des principaux COVT issu des FDS des produits" mentionne des pourcentages d'utilisation en interne et en sous-traitance ce qui pose question ;</li><li>- ce même tableau mentionne une quantité de solvants achetés de 9912 kg alors que l'onglet "suivi covt peinture global " mentionne I1 = 11685 kg.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Une réponse est attendue sur les observations ci-dessus. L'exploitant précise également les mesures prises pour limiter la consommation de solvants sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N°4 : Solvants CMR - Suite au constat n°3 de l'inspection 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification et substitution des produits CMR

**Prescription contrôlée :**

Constats de l'inspection 2022 :

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de produits étiquetés avec le pictogramme CMR dans le local de préparation des peintures. Aucune justification sur l'impossibilité technique de les substituer n'a été apportée.

L'exploitant apporte une réflexion sur la substitution de l'ensemble des produits étiquetés CMR ou comportant les mentions de danger susvisées. En cas d'impossibilité technique ou économique de procéder à cette substitution, il le justifie.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la liste des produits utilisés avec les phrases de risques et mentions de danger associées (au niveau de l'application de peinture mais aussi au niveau de l'atelier de traitement de surfaces). Il joint l'ensemble des Fiches de Données de Sécurité (FDS) pour chacun des produits mis en oeuvre ayant des mentions de dangers visés spécifiquement par la réglementation (avec les quantités annuelles mise en oeuvre). Par ailleurs, il est nécessaire de contrôler spécifiquement les rejets atmosphériques lors de l'utilisation de ces produits afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission (VLE) applicables.

Pour la prochaine campagne de contrôle des rejets atmosphériques, et les suivantes si les produits ne sont pas substitués, l'exploitant réalise un contrôle spécifique des COV à mentions de danger pour justifier le respect des VLE.

**Constats :**

**Le courrier de réponse de l'exploitant du 22/12/2022 indique que le site n'utilise pas de produits étiquetés CMR.**

**Le jour de l'inspection une recherche a été effectuée dans le logiciel de gestion des produits chimiques du site.**

**Trois produits avec mentions de danger H361d et H360d sont utilisés sur le site :**

- 2 réactifs de laboratoire en quantités très faibles,

- une peinture "FINIT Gris" dont 5 kg ont été consommés en 2022 et 50 kg en 2024 selon le PGS. La version noire n'est plus utilisée depuis 2015 sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Les produits CMR sont à substituer sauf impossibilité dûment justifiée. Le cas échéant, des mesures des rejets de ces substances sont à effectuer pour vérification de la conformité à la valeur limite d'émission.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°5 : Contrôles des rejets atmosphériques - Suite aux constats n°9 et 11 de l'inspection 2022**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/06/2003, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, et autres AMPG applicables

**Prescription contrôlée :**

Constat n°9 de 2022 : Le jour de l'inspection, le rapport APAVE n° 21014674-1 du 06/01/2022 relatif au contrôle des rejets atmosphériques a été consulté. L'ensemble des paramètres est conforme aux valeurs limites d'émission (VLE). Néanmoins, au même titre que pour les rejets aqueux, du chrome est retrouvé dans les rejets. Il n'est cependant pas caractérisé sur l'ensemble des points de rejets. Comme premier élément de réponse, l'exploitant a indiqué qu'il procédait au traitement de surfaces de pièces en acier inoxydable et réalisait des soudures sur son site, sources potentielles de rejet de chrome dans l'eau et dans l'air. Pour la prochaine campagne de contrôle des rejets atmosphériques, l'exploitant fait caractériser, en plus des paramètres habituels et au niveau de

<p>l'ensemble des points de rejet, les Chromes Totaux et le détail en Chrome hexavalent (Chrome VI). Il transmet à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle dès réception de ceux-ci.</p> <p>Constat n°11 de l'inspection 2022 :</p> <p>Lors de la visite de l'atelier "Chaudronnerie", il a été constaté la présence d'aspirations liées aux postes de soudage. Ces aspirations ont un point de rejet qui n'est pas mutualisé en façade du bâtiment. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des dispositifs de filtration sont présents dans les conduits. L'exploitant procède à un contrôle des rejets atmosphériques (notamment Chromes Totaux, et spécifiquement le Chrome VI) sur chacun des points de rejets des postes de soudage. Il commente les résultats et, le cas échéant, propose un plan d'actions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En réponse au constat n°9 de l'inspection 2022, l'exploitant a présenté un rapport de mesures du 24/04/2023 de Chrome VI dans les rejets des dispositifs d'aspiration des fumées de soudage prélevés le 14/02/2023.</p> <p>Le rapport de contrôle du 30/09/2024 des rejets atmosphériques du site a été transmis avant l'inspection. L'exploitant précise que les mesures sont représentatives d'une activité habituelle. Ce rapport amène les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'analyse réglementaire de février 2024 (voir le constat n°1) et ce rapport suggèrent que des points de rejets ont été modifiés par rapport à l'AP d'autorisation et APC applicables, et que les brûleurs gaz ne font pas l'objet de mesures ;</li> <li>- seules les installations de traitement de surface ont fait l'objet d'une mesure de Chrome VI ;</li> <li>- les résultats de mesures sont conformes aux valeurs limites d'émission.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet le rapport de mesures de février 2023 sur les rejets des activités de soudage ; il précise les conclusions qu'il tire de ces mesures.</p> <p>Les modifications des points de rejets par rapport aux arrêtés préfectoraux applicables, et la situation des brûleurs gaz vis-à-vis de la rubrique 2910 seront à intégrer dans le porter à connaissance (demandé au constat n°1) en lien avec le classement au titre de la rubrique n°2910.</p> <p>Comme déjà demandé lors de l'inspection de 2022, une mesure de chrome VI <u>sur l'ensemble des points de rejets</u> doit être effectuée lors de la prochaine campagne de mesures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N°6 : Interdiction du PFOS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté une liste d'émulseurs ayant été utilisés ou utilisés/stockés sur le site historiquement. Un premier tableau liste les émulseurs de substitution aux émulseurs contenant des PFAS, ceux-ci étant listés dans un second tableau.</p> <p>Il indique avoir analysé les FDS des produits et ne pas avoir identifié le PFOS. Toutefois, les</p>

fournisseurs n'ont pas été consultés à ce sujet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Les tableaux/listes des émulseurs recensés sont à transmettre.</b> <b>L'exploitant consulte ses fournisseurs pour identifier la présence ou non de PFOS dans les émulseurs stockés et/ou utilisés historiquement sur le site.</b> Si un émulseur contient du PFOS, son utilisation est interdite. L'exploitant devra substituer et traiter les émulseurs selon une filière autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°7 : Interdiction du PFHxS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.
<b>Constats :</b> <b>Ce PFAS n'a pas été identifié par l'exploitant dans les FDS des produits listés.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Il consulte ses fournisseurs pour identifier la présence ou non de PFHxS dans les émulseurs stockés et/ou utilisés historiquement sur le site.</b> Si un émulseur contient du PFHxS, son utilisation est interdite. L'exploitant devra substituer et traiter les émulseurs selon une filière autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°8 : Interdiction à venir du PFOA

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est

autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes : a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation ; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ; c) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

**Constats :**

**L'exploitant n'a pas identifié ce PFAS dans les produits listés.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il consulte ses fournisseurs pour identifier la présence ou non de PFOA dans les émulseurs stockés et/ou utilisés historiquement sur le site.**

Si un émulseur contient du PFOA son utilisation est interdite. L'exploitant devra substituer et traiter les émulseurs selon une filière autorisée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°9 : Notification des stocks de PFOA**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

**Constats :**

**L'exploitant n'ayant pas identifié de PFOA dans les émulseurs testés, ce point n'a pas été évalué.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°10 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances

apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour : [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes : - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ; - à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ; - les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.

**Constats :**

**L'exploitant n'a pas identifié ces substances dans les produits listés par l'analyse des FDS.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il consulte ses fournisseurs pour avoir des précisions. En cas de présence de ces PFAS, l'utilisation de l'émulseur est interdite. L'exploitant devra substituer et traiter les émulseurs selon une filière autorisée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°11 : Interdiction à venir du PFHxA**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans : a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues ; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (\*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

**Constats :**

**Ce PFAS n'a pas été identifié par l'exploitant dans les émulseurs stockés/utilisés, via l'analyse des FDS.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant consulte ses fournisseurs pour avoir des précisions. Si l'émulseur contient du PFHxA l'utilisation encore autorisée en 2025 (interdiction à partir de 2026). L'exploitant devra fournir un plan concernant la substitution des émulseurs (y compris le nettoyage des systèmes) et**

<b>l'élimination des émulseurs et des eaux de rinçage (incluant, le cas échéant, le stockage temporaire sur site).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N°12 : Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux et PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p>II. Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;</li> <li>- substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF<sub>3</sub>-) ou méthylène (-CF<sub>2</sub>-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>De par l'activité du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des émulseurs sont testés sur les véhicules fabriqués afin de vérifier le respect de critères de débit, portée de canon (jet), ... attendus sur les véhicules anti-incendie par les clients, les émulseurs étant susceptibles de modifier notamment la viscosité des fluides et donc d'influencer ces critères ;</li> <li>- des émulseurs sont vendus en bidons avec les véhicules à certains clients ;</li> <li>- dans le cadre de la rénovation de véhicules anti-incendie l'exploitant est susceptible de gérer des déchets d'émulseurs ou contaminés aux émulseurs avec PFAS ;</li> <li>- l'exploitant stockent des émulseurs sur site avec et sans PFAS. Il est en effet actuellement en recherche d'alternatives aux émulseurs avec PFAS.</li> </ul> <p><b>Le site est bien soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel ci-dessus. L'exploitant indique ne pas avoir l'avoir identifié.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant met en œuvre dans les plus brefs délais les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 :</b></p> <p><b>1 - établissement sous 3 mois d'une liste des substances PFAS</b> (article 2) avec consultation des fournisseurs. Si l'exploitant ne dispose pas de la composition précise des émulseurs il lui est demandé de procéder à des analyses sur les émulseurs encore disponibles sur site afin de déterminer précisément les composés présents et les interdictions associées.</p> <p>Les substances à analyser sont a minima les suivants :</p>

- substances de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;
- substances identifiées comme présentes dans les émulseurs (FDS ; données du fabricant...) ;
- liste complémentaire suivante spécifique émulseurs :

Acide perfluorooctane sulfonique PFOS 1763-23-1  
 Acide perfluorooctanoïque PFOA 335-67-1  
 Acide perfluorononanoïque PFNA (PFCA C9) 375-95-1  
 Acide perfluorodécanoïque PFDA (PFCA C10) 335-76-2  
 Acide perfluoroundécanoïque PFUnDA ; PFUnA (PFCAC11) 2058-94-8  
 Acide perfluorododécanoïque PFDODA ; PFDaA (PFCAC12) 307-55-1  
 Acide perfluorotridécanoïque PFTrDA ; PFTrA (PFCA C13) 72629-94-8  
 Acide perfluorotétradécanoïque PFTDA (PFCA C14) 376-06-7  
 Acide perfluorohexane sulfonique PFHxS 355-46-4  
 Acide perfluorohexanoïque PFHxA 307-24-4  
 Acide perfluoroheptanoïque PFHpA 375-85-9  
 Acide perfluoroheptane sulfonique PFHpS 375-92-8  
 Acide perfluorononane sulfonique PFNS 68259-12-1  
 Acide perfluorodecane sulfonique PFDS 335-77-3  
 Acide perfluoroundécane sulfonique PFUnDS 749786-16-1  
 Acide perfluorododécane sulfonique PFDaDS 79780-39-5  
 Acide perfluorotridécane sulfonique PFTrDS 791563-89-8  
 6:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine 6:2 FTAB 34455-29-3  
 1H,1H,2H,2H-perfluorooctane sulfonate 6:2 FTS 27619-97-2  
 6:2 Fluorotélomère sulfonamido propyl diméthylamine  
 6:2FTSaAm 34455-22-6  
 1H,1H,2H,2H-perfluorodecane sulfonate 8:2 FTS 39108-34-4  
 8:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine 8:2FTAB 34455-21-5  
 1H,1H,2H,2H-perfluorohexane sulfonate 4:2 FTS 757124-72-4  
 Perfluorooctane sulfonamide PFOSA 754-91-6  
 N-Méthyl perfluorooctane sulfonamide

L'analyse doit être réalisée avec la méthode TOP ASSAY afin notamment d'identifier les précurseurs. Par ailleurs, il convient de noter qu'à ce jour il n'existe pas forcément de laboratoire accrédité COFRAC pour la matrice émulseur.

**2 - campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement selon les articles 3 et suivants de l'AM du 20/06/2023.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N°13 : Rejet d'émulseur alternatif au réseau d'eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/03/1996, article 6

**Thème(s) :** Autre, Rejet de polluants au milieu naturel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit avoir le souci permanent de réduire[...] les flux de rejets polluants [...] en adoptant



les meilleures techniques de recyclage, de récupération, et de régénération économiquement acceptables et compatibles avec le milieu environnant.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a été contactée par la CARENE - service Exploitation assainissement prévenue le 30/10/2025 par l'exploitant d'un **essai émulseur le 03/11/2025 avec rejet de 200 L au réseau d'eaux pluviales à marée basse**, demandant de revenir vers lui en cas d'une éventuelle réserve sur ce rejet.

**La FDS du produit mentionne la présence d'acide sulfurique et d'alkyl esters. Même dilué, ce produit est susceptible d'avoir des effets néfastes sur la Loire, milieu récepteur des eaux pluviales non traitées en aval du site. En l'absence d'autres éléments ou de traitement préalable approprié, et d'une autorisation/convention de rejet de la collectivité, le rejet de telles substances ou autres émulseurs n'est pas autorisée. Les effluents souillés doivent être collectés et éliminés en tant que déchets dangereux.**

L'exploitant indique que cette pratique a été autorisée par la CARENE par un courrier de 2015 intervenu suite à un incident.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet le courrier de 2015 de la CARENE.

**L'exploitant s'assure que les installations d'assainissement communales sont adaptées au traitement de ses rejets (en matière de qualité et de quantité). Une convention tripartite (commune ; exploitant ; délégataire d'assainissement collectif) encadre les modalités de rejet et de traitement des eaux de l'établissement.**

**A défaut, les eaux souillées sont éliminées en tant que déchets suivant une filière autorisée.**

**L'exploitant précise les modalités de mise en œuvre de ces dispositions.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°14 : Rétentions associées aux produits liquides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20

**Thème(s) :** Risques accidentels, Produits de traitement de surface

**Prescription contrôlée :**

Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

**Constats :**

**Un auvent extérieur permet le stockage des produits dédiés au traitement de surface. Du fait d'une fuite dans la toiture de l'auvent, la rétention associée au produit est à demi-pleine d'eau de pluie le jour de l'inspection.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant justifie de la réparation de la toiture de l'auvent de stockage des produits de traitement de surface de sorte que le volume de la rétention soit pleinement disponible.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois